

LOUIS HÉBERT

*Gloire à l'Ancêtre, gloire au grand semeur de blé
Qui dévoua sa vie au labeur salutaire,
Au noble laboureur qui mit le soc en terre
Et raya de sillons le sol inviolé !*

*Gloire au premier qui vit chez nous l'épi trembler
Où la forêt hier étendait son mystère,
Qui, devant le fruit d'or de son travail austère,
Rêvait un infini de champs à contempler !*

*Gloire au beau défricheur héroïque et fidèle,
Paysan que la glèbe a retenu près d'elle
Pour qu'avec le bon grain il y semât son cœur !*

*Et gloire au moissonneur de pain qui fit la race
Si forte que malgré la force du vainqueur
Nul ne la plie au joug et rien ne la terrasse !*

Albert LOZEAU.

NOTRE JEUNESSE

Les jeunes ont pris place dans la vie de la nation. C'est un fait qui domine tout mon sujet; et je me hâte de le consigner en tête de ces pages. Le fait ne semble pas particulier à notre pays. C'est peut-être la caractéristique d'une époque. On a du moins observé en France de précoces mouvements d'opinion : il a suffi que quelques jeunes fronts s'illuminent tout à coup de pensées fortes et généreuses pour qu'une floraison intellectuelle couvrît bientôt le pays entier. Dans le dernier quart de siècle, toute une génération est ainsi apparue au premier plan, plusieurs années avant qu'on pût normalement l'attendre.

Puisque le même phénomène se constate aujourd'hui chez nous, je me demande, en passant, si nous ne tenons pas là une preuve expérimentale de la supériorité du génie latin. Il semblerait que les énergies cérébrales de notre race, plus vite éveillées par les idées en circulation et par la leçon des événements, s'empressent de se les assimiler et cherchent aussitôt des applications. Il reste au moins acquis que, de tous les groupes ethniques qui se partagent le Canada, la jeunesse de langue française est la seule qui se soit formé des opinions, et qui s'impose à l'attention publique par la netteté de ses aspirations. Que dis-je ! elle possède ses méthodes de travail; on voit évoluer ses effectifs; la faveur publique, amusée et même stupéfaite de ses premières conquêtes, lui concède déjà de l'influence.

Interrogé par l'*Action française* sur l'état de la jeunesse contemporaine, je veux soumettre à ceux qui se préoccu-

pent de coordonner et de diriger *nos forces nationales*, que cette sève qui monte ne provient d'aucune génération spontanée. Si les jeunes gens d'aujourd'hui arrivent à maturité avec de meilleures armes qu'un cœur desséché et des mains vides, c'est qu'ils ont eu le bon esprit de s'organiser et le courage d'adhérer librement à un corps de saines et fécondes doctrines. Ces énergies laborieusement accumulées, nous ne devons pas tolérer qu'on les trahisse par aveuglement ou par coupable inertie. Il est devenu extrêmement urgent pour notre race d'entreprendre la revision de ses « buts de vie », afin de capter les jeunes forces qui croissent, les fortifier, les endiguer parfois, les pousser surtout, avec vigueur, dans la voie des longues, des nécessaires, des durables réalisations.

* * *

On a souvent versé des larmes stériles depuis cinquante ans en s'avouant que les Canadiens français manquaient d'union, — qu'ils manquaient d'esprit de solidarité, — ce qui était plus vrai et plus grave. La déformation du sens patriotique, les assauts contre nos écoles mal défendues, le mépris systématique des prérogatives du français, la suffisance et la morgue aux prises avec notre fierté en déroute, avaient découronné notre race aux yeux de l'étranger; la gangrène se propageait au dedans à la faveur d'une certaine mentalité de vaincus, devenue la mentalité commune. On paraphrasait le vieux pessimisme de Renan : « la France est une nation qui se meurt, ne la dérangez pas dans son agonie ». « Après tout, nous ne sommes qu'une minorité, » disait la politique; nos chefs nationaux conseillaient eux-mêmes au peuple de s'en remettre au « fair play » de la majorité, alléguant qu'il est imprudent d'irriter ses maîtres; la littérature faisait la moue sur les thèmes canadiens;

le commerce avait divorcé d'avec la langue française; dans les salons, on pastichait les Anglais avec frénésie. Nous nous assimilions par cette méthode hideuse qu'Edmond de Nevers a dénoncée: nous nous assimilions « par le mépris ».

La nationalité était livrée aux mains des défaitistes; l'excès même du dégoût lui inspira un jour la force de s'arracher à l'emprise de cette racaille. Du chaos tout un ordre nouveau a surgi. Nous avons retrouvé la fierté, et avec cette vertu fortifiante l'indispensable cohésion. Ni les préjugés, ni le malheur, ni l'astuce des persécuteurs ne sont donc assez puissants pour arrêter des frères qui se tendent les mains ! Ce prodigieux retour de fortune resterait inexplicable sans la présence de deux facteurs de survie : l'appel du devoir, l'appel courageux, persévérant, tragique parfois, d'une poignée des nôtres, les plus instruits, les plus clairvoyants, les meilleurs fils de la race; et, l'existence de forces obscures, incorrompues sinon incorruptibles, qui, faisant fonction de ferment d'union, saisirent la masse et la transformèrent presque à son insu. Ce ferment d'union, ç'a été, presque partout, et souvent presque exclusivement, les jeunes de bonne volonté, qui, frappés de l'opportunité de la réaction entrevue, se sont cramponnés à la tâche colossale et n'ont jamais désespéré de leur effort.

Vu l'éparpillement et l'isolement de nos compatriotes, l'unité nationale ne pouvait renaître qu'avec le retour de la confiance perdue; et seuls des services réels et désintéressés rendraient cette confiance possible. Or, pour répondre au cri d'alarme jeté par quelques hommes à la parole d'airain, qui est accouru pour prendre en main la défense des minorités? Sans la jeunesse, comment les sympathies nécessaires se seraient-elles groupées? d'où serait venu l'espoir d'abord, puis enfin les secours matériels? Il y a vingt

ans, une atmosphère de plomb pesait si lourdement sur notre peuple, que la voix du « grand blessé de l'Ouest » ne réussit qu'avec peine à éveiller parmi nous quelque léger écho. Déjà, en 1905, des énergies toutes neuves osèrent au moins tenter un mouvement d'opinion pour appuyer nos députés protestataires. Quelques années après, nous retrouvons les mêmes ouvriers en charge du pétitionnement pour les écoles du Keewatin. Enfin, à l'époque de la grande résistance, lorsque les Ontariens se furent butés à tant de portes closes, dans quelles circonstances désespérées les jeunes n'assumèrent-ils pas la tâche d'organiser la collaboration de la province de Québec? Aujourd'hui encore, nous voyons la même génération à la tête d'une campagne d'idées extrêmement méritante: elle se passionne d'intérêt pour le renouveau de vie française en Acadie; dans le but d'accélérer une renaissance qui est sans précédent dans l'histoire, elle s'attache à comprendre le passé, les difficultés actuelles, les aspirations particulières des déracinés de 1755. On l'a insuffisamment remarqué jusqu'ici: ce sont les jeunes gens qui inspirent mille moyens de rapprochement entre les deux rameaux français, et qui nouent les amitiés les plus fécondes; alors que, depuis vingt-cinq ans, le patriotisme, l'intérêt commercial, l'avenir politique de la province de Québec, le simple bon sens, auraient dû persuader notre peuple que ses propres destinées se jouent dans les provinces maritimes, et que de la résurrection acadienne dépend l'hégémonie des nôtres sur toute cette partie de continent qui s'étend des grands lacs jusqu'à l'Atlantique.

Sans doute, une multitude d'agents de liaison contribue aujourd'hui à cimenter en une forte entité tous les groupes de population française disséminés sur notre vaste patrie; mais je n'hésite pas à affirmer que « ceux qui viennent » ont entre eux des rapports d'amitié, des moyens de collabo-

ration, des liens de parenté intellectuelle tels qu'aucune génération précédente n'en a connu.

* * *

Cet effort de reconstruction ne pouvait pas, en toute logique, se déployer au bénéfice exclusif des groupes qui ont essaimé loin des bords du Saint-Laurent. Un esprit nouveau souffle sur la vieille province, et on sent dans cette brise la chaude haleine de la jeunesse du terroir.

Le ralliement s'est effectué, grâce à un programme d'action tout consacré au service de la langue. Si l'on veut bien y réfléchir, on admettra que l'attachement au parler ancestral donne chez nous l'exacte mesure du sentiment patriotique. Un peuple en tutelle ne se sent pas aiguillonné par les responsabilités du pouvoir souverain; les dominateurs ont d'ailleurs soin de proposer à l'hommage des peuplades vassales les institutions propres à perpétuer le servage, et d'exiger la prestation de certains services qui déforment l'esprit national; la sensibilité patriotique s'anémie dans cette atmosphère et l'opinion alourdie est lente à s'inquiéter des attitudes qui compromettent le salut public. Conséquence théorique : la liberté est en vérité le seul régime qui convienne à la dignité et à la sécurité des peuples. Conséquence pratique : l'idée de patrie s'obscurcit dès que l'on en soustrait quelques-uns de ses éléments fondamentaux, et le peuple asservi contre nature tâtonne, se débat au milieu des courants contraires, et ne se maintient dans sa voie propre qu'au prix de mille tracas et d'incessants efforts de volonté. Si, en outre, la place forte est investie, et les avenues de la vie sociale occupées par l'étranger, comme c'est le cas pour nous, l'essor national devient extrêmement laborieux; et la langue maternelle reste alors l'unique mais pré-

cieux labarum de la nationalité. La génération qui se lève l'a compris d'instinct. Elle est accourue pour lui assurer un vivant rempart; et comme elle ne veut laisser aux mains des infidèles aucune des positions perdues, on la voit porter haut le verbe des aïeux, comme pour en faire le signe nouveau, le programme de réhabilitation nationale, au sein de la vieille province natale.

Combattre pour la gloire et pour la liberté de la langue française, c'est défendre l'âme de la patrie. « Chaque langue sollicite, révèle et consacre le génie d'une race », a écrit M. Étienne Lamy. L'obligation commune de protéger l'intégrité de nos mœurs et de nos lois se complique, en ce pays, du fait que nous avons à combattre l'influence assimilatrice de plusieurs millions d'Anglo-Canadiens et d'au-delà de cent millions d'Américains. La personnalité, que l'instinct développe chez le peuple indépendant, et que le seul jeu des circonstances accentue tout autant que l'action de ses penseurs et de ses artistes, nous, les mineurs, les incapables du droit international, nous ne réussissons à l'acquiescer que par le travail et la vigilance de tous les instants. N'est-il pas évident que le dévouement à la langue française s'impose alors comme l'expression même du patriotisme canadien ?

Il importe d'abord que nous ne laissions prescrire contre le français aucune de ses garanties légales, et que nous nous attachions de plus à faire accepter par le pays entier l'interprétation la plus libérale des privilèges jadis concédés. Mais voyons plutôt de quelle manière, dans la petite vie de chaque jour, la jeunesse entend servir les intérêts de la langue maternelle.

Trois moyens d'action, d'autant mieux appropriés qu'ils combattent trois défauts de tempérament, sont généralement mis en œuvre : une tolérance infâme a permis à

la langue anglaise de refouler la nôtre, le mot d'ordre est d'attaquer sur tous les fronts; dans l'ensemble notre peuple a mis peu d'empressement à donner la meilleure réplique aux dénigreur de notre langue, il s'agit maintenant d'augmenter sa valeur intrinsèque et de bien parler le français; nos ennemis se sont concertés pour profiter de notre faiblesse et ostraciser systématiquement notre langue, organisons-nous dans le but précis de reconquérir les positions stratégiques. Voilà, en trois mots, la détermination qui caractérise notre époque. Un éducateur distingué n'a-t-il pas justement observé, au congrès de la Langue française : « Déjà, la jeunesse se donne des airs de légitime intransigeance » ?

Il est temps. Un abîme sépare la situation de fait et la situation de droit; le vide à combler représente l'exacte mesure de la tâche.

Beaucoup de documents publics ne sont imprimés qu'en une seule langue, et sous prétexte d'économie on nous a récemment menacés de supprimer l'édition française de plusieurs livres bleus. Il faudrait que le public imitât l'usage maintenant répandu dans les cercles d'études de jeunesse, et réclamât de tous les ministères les documents officiels qui se rapportent à la situation générale du pays et aux préoccupations particulières de chacun. L'État observe et compile les faits pour sa propre gouverne, nous aurions tort de ne pas utiliser ces travaux. Si nous exigeons les versions françaises, il faudra bien qu'on nous les accorde; si nos demandes sont nombreuses et justifiées, elles forceront l'État à reconnaître la nécessité de ces publications et à en augmenter le tirage. D'ailleurs cette documentation est indispensable à qui veut approfondir les problèmes nationaux et parler pertinemment de la vie et de l'avenir du Canada. La correspondance assidue avec les minis-

tères présente cet avantage qu'elle révèle une foule de griefs dont il convient d'exiger le redressement. Le service administratif deviendra une carrière plus accessible à nos compatriotes si notre ténacité parvient à rendre les bureaux publics effectivement bilingues.

Toute une série de réformes se greffe sur ces opérations de déblaiement. L'A. C. J. C. a obtenu la carte postale bilingue, et s'occupe d'en organiser la circulation forcée dans les provinces revêches. N'y a-t-il pas lieu d'exiger des inscriptions françaises sur les timbres-poste, sur la monnaie et les billets de banque? On a prétendu que ce sont des vétilles. Pareille affirmation démontre tout au plus que l'on abdique lâchement ses droits à l'égalité du traitement, et que l'on n'a pas réfléchi à la répercussion mondiale que cette victoire assurerait à nos revendications. Vétilles! s'obstinent à penser des anciens. Eh bien! voilà précisément ce qui distingue une génération de l'autre: la nouvelle n'ose plus sourire sur des exigences de cette nature; elle a plus d'audace et plus de fierté.

Les compagnies d'utilité... et de danger public vivent désormais, comme plusieurs habitués de la cour juvénile, sous le régime de la liberté surveillée. Ces corporations puissantes marquent de leur empreinte tout ce qu'elles touchent. On a observé que leurs inscriptions et leur goût douteux ont déjà notablement défiguré la province. Ces agents de saxonisme doivent être tenus en laisse par l'opinion publique. Il a fallu une loi provinciale pour les contraindre à respecter la clientèle dans la rédaction de leurs avis et contrats; un amendement de la loi des chemins de fer, à l'effet d'exiger du personnel l'usage du français, vient-il de rester en panne au sénat, que déjà l'arrogance des employés reprend sa revanche. Si nous ne voulons pas laisser courber notre bon peuple sous le joug du « fair play »

britannique, il faut que d'un commun accord nous exigions de ces grands parasites le respect de notre langue aux guichets, dans les voitures, et sur tous les imprimés destinés au public.

La tâche n'est pas moindre dans le commerce et l'industrie. Immense dans l'ensemble, infinie dans ses fractionnements, l'action s'adapte à la taille de chacun. Les détails seraient ici superflus, puisque banques, maisons d'assurance, usines, magasins, bureaux d'affaires, tout l'édifice commercial, en un mot, a besoin d'un badigeonnage de premier choix. On constate heureusement les progrès de la campagne conduite par les bons ligueurs de l'*Action française*. Des hommes d'affaires perspicaces font une toilette neuve à leurs établissements, se munissent d'un personnel compétent, et s'empressent d'offrir à la clientèle des marchandises aux étiquettes françaises toutes reluisantes, afin de capter la faveur populaire qui tourne. La jeunesse féminine ne cesse d'exercer dans ce domaine l'influence la plus intelligente et la plus efficace.

L'heure est aux réformes profondes; à la diffusion, on associe volontiers la correction du langage. Nous aimerons davantage notre langue, nous lui consentirons plus de sacrifices, à mesure qu'elle acquerra de la valeur. Elle se fera vivace, caressante, énergique, si nous lui donnons de la pureté, de la clarté, de la beauté. Il n'y a pas lieu de penser trop de mal du parler canadien; mais personne ne voit de la présomption à soutenir que nous pouvons l'améliorer sensiblement. La prononciation est le plus souvent défectueuse, plus défectueuse que la langue elle-même. Le Père Louis Lalande, S. J., a écrit sur les « bouches molles » un article péremptoire qui me dispense d'insister. On ne trouvera jamais de termes assez énergiques pour dénoncer la lourdeur de nos finales, la mollesse et parfois la vulgarité

de la prononciation populaire, ainsi que ce phénomène d'occurrence si fréquente qui nous porte à croire que beaucoup de nos gens ont un nez tout exprès pour parler.

Ces défauts exigent de la part des parents et des instituteurs une patiente vigilance; les jeunes instituteurs déploient à ce propos un zèle qui leur fait grand honneur. On peut sans doute atténuer le mal par de l'observation et par des exercices personnels; mais il ne faut pas craindre de recourir à l'expérience des professeurs de bon langage. Je ne peux taire mon admiration pour les jeunes gens et jeunes filles qui s'astreignent de leur propre mouvement à suivre des cours de diction. Cet enseignement inspire l'amour de la langue en même temps qu'il en révèle les beautés et les difficultés. Les leçons de bon langage constituent d'ailleurs pour le peuple une véritable école de distinction et de bon goût.

Est-il nécessaire de rappeler la pauvreté du vocabulaire canadien? La langue populaire est enchaînée à un si petit nombre de vocables que l'expression reste sans relief. Si les cercles d'études et les bibliothèques paroissiales pouvaient répandre dans les familles l'habitude de la bonne lecture, et surtout l'habitude de la lecture à haute voix, je crois que le mot juste et pittoresque aurait bientôt cours. La chasse à l'anglicisme deviendrait un jeu. Les mots et les locutions étrangères sont en effet des espions qui cherchent à trahir notre nationalité. Chaque anglicisme découvert est un ennemi démasqué. Débarrasser la langue d'une locution vicieuse, c'est refouler l'invasion étrangère et bouter dehors un ennemi de notre « parlure ».

Mais les actes isolés ne suffisent plus; il faut reconstruire les bases du patriotisme et préparer de longue main la gloire extérieure de la langue française en Amérique. Or, la conservation et l'épanouissement du parler ancestral

constituent le plus vaste de nos problèmes nationaux : toutes nos difficultés, toutes nos luttes, tous nos espoirs, s'y rattachent de quelque façon.

Puisque la jeunesse a compris l'urgence de cette action fondamentale, et qu'elle utilise une telle variété de moyens, on peut admettre que les motifs qui la pressent d'agir ne manquent pas de profondeur, et que l'avènement d'une nouvelle ère d'intense vitalité ne dépend plus que de l'empressement que l'on mettra à tirer parti des forces qui grandissent.

* * *

Si les jeunes gens possèdent aujourd'hui des opinions et des programmes, ils en ont recueilli les données dans l'étude et dans l'observation. L'exubérance de vitalité que nous essayons d'analyser, suppose nécessairement quelque discipline intellectuelle et même un fondement moral; l'influence des cercles d'études et l'action régénératrice de l'Eucharistie et de la retraite fermée, auxquelles la jeunesse se livre avec une ardente confiance, suffisent à tout expliquer.

Au chapitre des études, il convient de décerner une mention d'honneur à l'histoire du Canada. Les jeunes ont eu la curiosité de boire à la source merveilleuse, et ils y ont puisé une vertu vivifiante qui illumine l'esprit et renouvelle les volontés. Ce retour à la pensée des aïeux a déjà opéré d'étonnantes métamorphoses.

Il faut en attribuer surtout le mérite à l'énergie de quelques-uns de nos meilleurs professeurs de l'enseignement secondaire. Je me permets d'exprimer l'avis qu'on a tort de faire de l'histoire une science austère, de scruter le passé comme on examinerait des fossiles; le secret de l'art consiste plutôt à ranimer cette poussière d'héroïsme, à interroger les grands disparus, à rendre la leçon saisissante, à en faire

le numéro vibrant de la classe. Il n'importe pas tant de se livrer à de l'érudition savante, que de représenter l'ensemble de l'histoire, les caractéristiques des époques saillantes, les circonstances et les attitudes qui différencient nos annales de celles des autres peuples. La curiosité de l'enfant est ainsi provoquée; les gestes des ancêtres se dévoilent dans leur incomparable splendeur et ils inspirent la fierté d'être Canadiens.

Si notre histoire est mieux aimée, plus dignement continuée, en ces tout derniers temps, grâces doivent en être rendues à ces éducateurs d'élite qui ont fait passer dans leur enseignement toute leur âme et toute l'âme des aïeux. Ces fidèles interprètes du passé ont ainsi déterminé, au sein même de la masse inerte et apathique, des remous d'enthousiasme raisonné. Cédant à la force d'attraction, une multitude de jeunes intelligences s'y est précipitée pour jouir de la saveur et de la fécondité de ces études. D'ardents propagandistes ont agi auprès des camarades et grossi les rangs. Aujourd'hui, si tant de cercles d'études consacrent à des travaux pratiques d'histoire la meilleure part de leur programme, il faut y voir l'influence prolongée de nos professeurs d'énergie qui, enseignant passionnément l'histoire, ont ainsi jeté dans une foule d'âmes juvéniles une impérissable semence de patriotisme.

Ces fruits merveilleux suffisent à démontrer que l'éducation patriotique la plus logique et la plus efficace est l'éducation par l'histoire. Le temps est venu d'entreprendre auprès de la population canadienne la diffusion systématique des connaissances historiques. Mais nous sommes si mal outillés : nos archives sont fort incomplètes et peu faciles d'accès; il n'existe pas de grande histoire récente qui amorce l'opinion; la plupart des œuvres sérieuses attendent des rééditions depuis nombre d'années; les bons manuels

sont encore à venir; nous n'avons ni gravures artistiques ni contes historiques à mettre entre les mains des petits enfants; nous manquons d'ouvrages de vulgarisation à l'usage du peuple. Et pourtant l'entreprise s'impose. De la connaissance de notre histoire dépend la formation d'une mentalité originale, distincte, vraiment représentative du génie de la race : mentalité éclairée, qui discerne la route à suivre en dépit de tous les enchevêtrements possibles et impossibles; mentalité vigoureuse et fière, qui tend à relever les aspirations des nôtres, leur inspire le goût du beau, la volonté du bien, le désir avoué de la liberté et de l'indépendance, seul objet digne d'une race noble et courageuse.

* * *

Une mentalité plus canadienne se développe. Elle met souvent aux prises la phalange des réactionnaires et l'arrière-ban des résignés. Tout un vieil élément s'accommode de son esclavage; on retrouve dans son vocabulaire une catégorie de mots qui le caractérisent; demi-vérités, demi-mesures, demi-règlements, demi-libertés, voilà toute la majesté de ses horizons. « Nous sommes une minorité, nous resterons une minorité; nous sommes une colonie, nous resterons une colonie; l'Angleterre a vaincu nos pères, nous resterons des vaincus; la France a abandonné nos ancêtres puis nous-mêmes, la gratitude nous défend d'aimer le Canada au point de considérer d'abord nos propres intérêts; la liberté est le bienfait suprême, c'est vrai pour les autres seulement; les peuples se couvrent de gloire à se défendre bravement, nous devrions avoir honte d'importuner nos voisins lorsqu'on nous égorge. » La stupidité est le fruit amer de l'incohérence des idées. Incapables de nous faire une conception nette de la patrie, de nos devoirs envers elle, de ses devoirs envers nous, nous « placo-

tons ». Les faux systèmes se disputent les esprits, et plusieurs de ceux sur qui nous voulions nous étayer, sombrent eux-mêmes dans l'incohérence.

Se forme-t-il une opinion vraiment canadienne, qui place notre patrie au rang des autres pays civilisés, qui revendique pour ses citoyens les mêmes droits et tous les mêmes droits, les mêmes obligations, mais rien que les mêmes obligations, immédiatement on s'émeut, on crie au scandale, on nous regarde en haussant les épaules de pitié et de découragement. Deux mentalités sont en présence : l'une est canadienne; l'autre est franco-anglo-canadienne et peut-être quelque autre chose encore. Il n'est pas besoin de s'attarder à faire une démonstration qui saute aux yeux; la jeunesse a opté définitivement : elle est canadienne, canadienne canadianisante.

Cette disposition marquée dénote combien le mouvement d'action française si allègrement conduit par la jeunesse, procède d'un véritable renouveau de l'âme canadienne. Mieux instruite de son passé, mieux fixée sur son lendemain, la race se redresse, s'affirme, résiste aux envahisseurs, reprend ses positions perdues, prépare l'avenir avec une joyeuse confiance. Semblable à la fraîche brise qui accompagne la marée montante, un souffle d'optimisme renouvelle l'atmosphère. C'est la jeunesse qui passe. Les espoirs grandissent; ses activités utiles, la hardiesse de ses attitudes, l'étendue et la souple manœuvre de ses cadres, dissipent les pensées moroses. Et les forces nouvelles croissent toujours. Une conscience publique se forme qui suffira bientôt à ébranler ceux que M. Henri Vaugeois a dénommés « les éternels éléments conservateurs » ; la masse des bonnes gens qui répugnent à toute idée d'innovation,

se ralliera quelque jour au fait accompli, et assurera la stabilité de la tradition rétablie.

* * *

Cette tradition réclame que le peuple canadien reste foncièrement catholique. L'expérience et la philosophie naturelle l'ont instruit de cette réalité que le bonheur individuel et la paix sociale ne résident que dans la possession de la vérité intégrale. Loin d'en disconvenir, la jeunesse veut travailler de toute son âme à la restauration de l'ordre social chrétien. On s'accorde à lui reconnaître de l'initiative et du zèle pour les œuvres; on a surtout remarqué avec admiration la belle crânerie qu'elle met à affirmer et à vivre sa foi.

Ce retour aux pieux usages de nos pères donne la clef de la situation : c'est, en dernière analyse, une pensée de foi et de responsabilité sociale qui inspire l'orientation nouvelle.

A la fondation de Ville-Marie, l'ennemi menaçait si souvent d'anéantir la bourgade par surprise, que les hommes et les jeunes gens en état de porter les armes s'étaient constitués en une confrérie militaire sous le nom de *Les soldats de la Très Sainte Vierge*, qui montait la garde autour des habitations françaises. La race, menacée dans ses traditions religieuses et ses aspirations nationales, n'est-elle pas en droit d'attendre de la jeunesse qu'elle s'organise à son tour en une milice nouvelle, chargée de défendre la vie intellectuelle et physique de la nation? *L'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française*, à qui en somme nous devons l'élan imprimé à toute sa génération, n'est-elle pas revenue à cet esprit de chevalerie chrétienne qui présidait à la naissance de Ville-Marie? Rendons au moins

ce témoignage aux jeunes gens d'aujourd'hui qu'ils veulent de la dignité, de la lumière, de la beauté, dans leur vie particulière et dans la vie de leur race.

Ce généreux désir paraît les avoir mis en garde contre l'influence délétère des mêlées électorales. La politique est tombée en défaveur auprès de la jeunesse. L'éclat des grandes luttes d'autrefois a longtemps fasciné les esprits; peu de jeunes gens sérieux aspirent aujourd'hui à la carrière parlementaire. Ils sentent que, pour l'heure, les plus utiles combats les attendent ailleurs. D'autre part, le souvenir des cuisantes morsures de l'esprit de parti rappelle que le terrain est insuffisamment préparé; et à moins d'un mouvement concerté qui aurait pour but de porter à la Chambre des Communes des chefs nantis de la libre confiance populaire, la jeunesse se détournera des luttes électorales, comptant mieux utiliser d'autre façon le temps et les énergies qu'elle peut consacrer à la chose publique.

Une scission s'opère entre les politiciens et le reste de la nation. La race échappe à l'emprise des rhéteurs; ces derniers sont exclus systématiquement de toutes les assemblées délibérantes où se discutent avec sincérité les intérêts de notre nationalité. C'est l'opinion commune chez les jeunes que la race doit s'organiser en marge de toute cabale politique. Quelques-uns seulement des vrais chefs de la nation entreront désormais dans l'arène parlementaire pour soutenir les combats nécessaires; les autres poursuivront leur action au dehors, et c'est à ceux-ci presque exclusivement que l'élite du peuple concède maintenant le prestige et l'autorité. Les politiciens sont désesplanachés. L'influence sociale appartient désormais à ceux qui ont travaillé, observé, réfléchi, qui parlent pour développer des pensées raisonnables, et qui ne craignent pas de prendre

une attitude en présence des problèmes qui inquiètent l'avenir de la nation.

* * *

Cette disposition est d'ailleurs conforme à une aspiration assez générale de notre époque. Jamais, semble-t-il, nous n'avons senti davantage le besoin de nous outiller intellectuellement. La jeunesse s'est mise résolument au laborieux travail de sa formation; elle fonde des cercles d'études; elle se livre à de persévérantes recherches dans ses modestes instituts où se coudoient les camarades de toute aptitude, de toute culture, de toute condition sociale.

Que cherche-t-elle donc? L'harmonieux équilibre des facultés, la virilité que donnent la poursuite et la possession de la vérité. Elle a entendu cette grave parole d'Ollé-Lapruné: « On ne devient pas, on ne demeure pas un homme, dans l'ordre intellectuel, si l'on ne sait livrer des batailles »; elle veut armer son esprit parce qu'en toutes circonstances elle est mise en demeure de défendre l'intégrité de sa foi. Mais elle n'est pas satisfaite d'une œuvre de pure défense; fascinée par les saintes joies de l'apostolat, elle comprend la nécessité pressante de la culture, elle recherche avidement un accroissement de paix et de bien-être dans la propagation de la vérité, de la vérité religieuse, historique, sociale.

Montalembert conviait un jour ses compatriotes à l'union dans la lutte par cette apostrophe: « Il ne faut pas qu'on puisse nous soupçonner de ne pas accepter les conditions d'une époque militante, ni de sacrifier les nécessités urgentes des temps actuels à des chimères, à des regrets, même les plus naturels et les plus honorables. » Personne ne niera que cette observation s'applique à notre époque et à notre pays. M. l'abbé Groulx ne terminait-il pas naguère un superbe article par cette parole qui est

tout un appel à l'action intellectuelle : « Le temps est venu, où quiconque croit posséder une idée féconde, n'a plus le droit de la garder pour soi tout seul. » Voilà certes un mot d'ordre plein de conséquences et bien caractéristique de la période de lutte et d'intense labeur où notre race est entrée. Je ne connais pas d'action plus délicate ni plus lourde de responsabilité que celle qui s'exerce sur les esprits et qui peut contribuer à leur harmonieux développement ou à leur irrémédiable perte. Aussi ne suffit-il pas de répandre des idées saines, mais faut-il faire surgir autour de soi des esprits vigoureux et agissants : des esprits capables de se mouvoir par leurs propres ressources, de perfectionner leur individualité dans le sens de leurs aptitudes, et d'engendrer à leur tour de la vitalité nouvelle. Cette action est urgente, car de toutes les sphères d'activité s'élèvent des clameurs qui incitent au travail fécond. On réclame partout des hommes instruits, des compétences.

La race les demande au nom de ses intérêts les plus chers. Elle a besoin de leur autorité pour l'accroissement du prestige national, pour la défense de ses droits méconnus, pour l'épanouissement rapide de sa foi et la conservation de son génie particulier, pour la conduite clairvoyante et sûre du peuple dans la voie de ses destinées.

C'est aussi la terre qui s'agite et qui réclame un plus grand nombre de chefs de valeur pour diriger sa population agricole dans les sentiers du progrès. N'est-il pas à propos d'empêcher la désagrégation de nos réserves rurales par une meilleure utilisation des bienfaits de la terre ? Chapleau se plaisait à dire avec cette majesté qui n'était souvent dépourvue ni de charme, ni de sens : « Le travail du cultivateur est un prêt fait à la terre qui donne comme récompense la paix et l'indépendance ». Personne n'y contredit, mais pourquoi ne nous aviserions-nous pas de le démontrer sur-

tout? Ne peut-on pas avouer que beaucoup désertent le travail des champs, parce qu'ils n'y trouvent précisément ni la paix ni l'indépendance promises. Fort heureusement, une vague de progrès déferle sur nos campagnes. Ce mouvement de rénovation agricole est au-dessus de tout éloge; mais il ne suffit pas de l'approuver, il faut lui procurer des facilités de développement et des garanties d'efficacité. C'est l'action intellectuelle habilement ruralisée qui peut lui venir en aide le plus promptement. Vulgarisons l'enseignement technique; aiguisons la curiosité des jeunes surtout; groupons-les dans des associations professionnelles; multiplions autour d'eux le nombre des compétences, qui pourront s'associer utilement à leurs entreprises; écoutons leurs observations; faisons ensemble notre profit de leurs aventures; efforçons-nous de faire connaître les initiatives et les institutions qui ont ailleurs procuré du bien-être... De tout cet effort, il ne manquera pas de surgir des résultats immédiats et d'inappréciables éléments de bonheur pour l'avenir prochain.

Le même appel à la supériorité s'élève des milieux industriels. La concurrence a réduit la routine à l'incapacité totale; si le capitaliste doit maîtriser les données actuelles de la production où se voir voué à la ruine, l'ouvrier, pour sa part, est tenu d'approfondir la technique de son métier, ou bien il végétera lamentablement. Le perfectionnement de l'outillage, les facilités de transport, l'utilisation universelle du crédit, le développement des sociétés anonymes, l'étendue des rapports entre négociants, ont révolutionné le commerce et l'industrie. Le monde de la finance est sans cesse aux aguets. Ce régime a du même coup poussé la spécialisation professionnelle à son extrême limite, et nécessité la généralisation des connaissances profanes.

Si l'on joint à la complexité moderne des problèmes industriels et commerciaux, la masse des difficultés sociales qu'ils engendrent, et la multitude des questions de finance et d'économie politique qui en forment le cortège obligé, il nous est alors permis d'entrevoir la tâche intellectuelle qui retombe sur les épaules de chacune des nations. Remarquons, par surcroît, que les problèmes intérieurs se compliquent de toutes les questions juridiques et fiscales qu'entraînent les relations internationales de commerce. Les peuples en effet ne manquent pas de remettre en discussion pour leur compte collectif les difficultés que débattent entre eux les citoyens de chaque nation. « Donnez-moi l'éducation et je changerai la face de l'Europe avant un siècle », a écrit Leibniz. Que ce soit notre mot d'ordre, à nous, Canadiens français. Assurons-nous une formation supérieure et nous changerons la face de notre propre patrie.

Organisons d'abord notre vie intellectuelle dans la famille : par nos conversations, par le choix des journaux et des revues, par la composition judicieuse de petites bibliothèques domestiques, par nos relations de parenté et d'amitié, faisons-nous des habitudes de vie qui tendent à rehausser sans cesse le niveau de nos préoccupations journalières. Créons une atmosphère propice à la germination des idées. Les enfants grandiront dans le culte de la distinction et dans le respect des choses de l'esprit. Ce commencement de culture générale sera comme une fenêtre ouverte sur l'avenir. Il permettra à chacun d'utiliser ses loisirs suivant les grandes lignes d'un plan préconçu, et de maîtriser plus vite les données essentielles qui dans chaque art conduisent à la compétence. L'étudiant, le jeune agriculteur, l'apprenti de l'atelier, se sentant encouragés en si bonne voie, continueront à cueillir avec avidité les moindres par-

celles de savoir. Stimulés par les cercles d'études, par les conférences publiques, par l'enseignement professionnel, par l'élan de tout un peuple qui s'affirme dans le labeur, des spécialistes surgiront de toutes les sphères d'activité et mettront au service de la pensée nationale leur autorité et leur capacité d'action.

Guy VANIER.

PROPAGANDE !

Avec la reprise des affaires et la rentrée des classes, la propagande doit s'intensifier. C'est par la multitude des efforts associés que grandira notre œuvre.

Pour faciliter la besogne de nos propagandistes, nous inaugurerons avec octobre un système nouveau chez nous, mais qui a donné en Europe d'excellents résultats.

Actuellement, pour commander l'une quelconque de nos publications, de prix minime souvent, il faut que nos amis du dehors nous adressent une lettre, nous envoient un chèque parfois. Avec la hausse du tarif postal et l'impôt sur les chèques, cela finit par représenter des frais additionnels relativement considérables, sans compter les ennuis.

Pour obvier à cela, nous recevrons des abonnements spéciaux de cinq piastres — c'est-à-dire que ceux de nos amis qui n'entendent pas être inutilement ennuyés ou subir des frais qu'ils pourraient s'épargner, n'auront qu'à nous envoyer en une seule fois la somme de cinq piastres. Celle-ci sera placée à leur crédit et envoi leur sera fait d'office d'un exemplaire de toutes les nouvelles publications de l'*Action française*, le prix de celles-ci étant porté à leur débit. S'ils désirent répéter la commande, une simple carte postale suffira alors. Les envois seront inscrits à leur débit, sans autres frais, jusqu'à épuisement de leur crédit. Celui-ci épuisé, on les prévendra et, s'ils veulent continuer à bénéficier du régime, ils n'auront qu'à renouveler leur souscription.

Ce système a produit d'excellents résultats à la Maison de la Bonne Presse, à Paris. Nous avons attendu pour l'inaugurer chez nous que notre œuvre fût bien connue. Nous avons lieu de croire que c'est fait.

DROIT AU BUT

Une coïncidence heureuse rapproche, dans cette livraison de septembre, l'article de M. Guy Vanier et la lettre de M. François Vézina. Entre le jeune professeur de l'Université, vice-président de l'*Association catholique de la Jeunesse*, et l'élève de l'École des Hautes Études Commerciales, il y a probablement une dizaine d'années de différence. Nous avons ainsi le témoignage de deux sections de la jeunesse : celle qui a déjà fait sa marque, celle qui débute; ils rendent le même son, exactement, celui de l'énergie, de l'enthousiasme raisonné, de la volonté de vivre. Il faudrait ajouter un trait, peut-être, pour caractériser le mouvement à l'avant-garde duquel s'est placée la jeunesse : son allure pratique, la décision avec laquelle on prétend aller au fond des choses et ne se point payer de mots.

Le mérite est grand chez une race oratoire, mais l'on comprend avec plus de netteté chaque jour que, si les discours sont utiles, ils ne remplacent pas l'action et qu'au reste ils ne valent vraiment quelque chose que s'ils poussent à l'action. On comprend aussi la valeur du détail et que les grands résultats d'ensemble supposent toujours une multitude de petits efforts accumulés. On comprend enfin que, si l'argent n'est pas tout, il est tout de même un utile instrument et qu'il importe d'apprendre à le donner pour les œuvres purement nationales.

On l'a fait déjà sans doute, mais jamais, semble-t-il, avec autant de générosité et de constance que ces dernières années. Ce n'est pas encore assez, diront plusieurs des

combattants, et ils auront raison. Mais c'est une éducation qui se fait et l'exemple entraînera. . .

En attendant, saluons comme spécimens de l'action directe, du « droit au but », ces belles souscriptions de la *Journée des Écoles* de la Saskatchewan, du collège de Worcester, aux États-Unis, de la *Défense nationale*, au Manitoba, et tant d'autres qui témoignent de la même volonté d'action efficace.

Et réfléchissons qu'il faudrait bien peu de chose souvent pour obtenir des résultats qui nous surprendraient, des résultats qui retentiraient très loin dans l'avenir. Quelques milliers de piastres bien appliqués suffiront, par exemple, à assurer à des groupes français des institutrices de leur langue. Par elles la jeunesse sera gardée française et, qui sait ? parmi ces petits, se trouvera peut-être l'un de nos grands hommes de demain. Un îlot français, en tout cas, s'opposera à la marée anglicisatrice. Et combien peu, relativement, il faudrait aussi pour doubler la diffusion des livres de propagande française, pour les jeter dans tous les coins du pays ?

Recueillons cette leçon : efforçons-nous de ne point nous perdre en déclamations inutiles, de bien voir ce qu'il y a à faire — on trouvera de la besogne pour tout le monde ! — et d'aller tout de suite droit au but.

Omer HÉROUX.

LES GÉNÉALOGIES

On écrivait naguère que dans ces derniers temps au delà de cent généalogies ont vu le jour parmi nous. C'est une marque nouvelle, ajoutée à tant d'autres, du réveil canadien. Nos âmes plus que jamais se tournent vers les choses du pays, vers les choses d'autrefois comme pour y puiser la force de résistance contre les tempêtes qui s'annoncent et celles qui grondent déjà. Tout ce qui est du Canada pique notre curiosité, éveille notre attention. La grande et la petite histoire nous captivent. L'une est faite de l'autre du reste. Ce sont les actions des individus qui font l'histoire du pays.

Je dirai même que rien n'est générateur du patriotisme vrai comme l'histoire de son sang sur le sol de la patrie. Le patriotisme, quoi qu'on dise, c'est l'amour de la patrie, et la patrie c'est le pays où vous êtes né, où ont vécu vos pères. Ainsi depuis longtemps en ont décidé le bon sens et le dictionnaire. Le patriotisme aura donc des chances d'être plus sincère et mieux entendu si des racines plus profondes vous rivent à la terre des aïeux.

Les généalogies permettent de vivre avec les ancêtres. Un acte de baptême, de mariage, de sépulture, une cession de terre, un contrat de vente, tout cela est bien froid. Mais quand c'est l'histoire des siens, tout prend vie et chaleur. Si vous saviez quel intérêt provoquent les vieux papiers qui, de la profondeur des siècles passés, apportent avec votre nom les faits et gestes des vôtres ! Vous retrouvez les lieux où ils ont vécu, les actions qu'ils ont posées. Vous découvrez qu'entre deux combats ou deux

guerres ils savaient défricher le sol. Ils pouvaient manier toutes les armes, nos ancêtres. Braves guerriers et persévérants bûcherons ou laboureurs, ils étaient prêts à tout, calmes devant l'ennemi, courageux devant la forêt.

Les pèlerinages dans les archives vous font remarquer que hier vous étiez Canadien, avant hier aussi, et l'autre avant hier aussi, comme disent les enfants. Vous remontez ainsi jusqu'au commencement de la colonie. Sachant qu'en ces temps lointains il fallait être un héros pour être Canadien, vous constatez avec un légitime orgueil qu'en ces temps là vous étiez Canadien. Vous voyez votre nom mêlé aux faits d'armes les plus éclatants et vous vous dites : celle-là est bien ma patrie à qui mes ancêtres ont donné leur sang quand leurs sueurs ne suffisaient plus.

Vous vous rappelez encore que plus tard il fallut une forte dose de loyalisme pour rester Canadien et à cette époque, vous le savez, votre sang fut loyal.

Si aujourd'hui en vrais patriotes il vous faut penser autrement que bien d'autres, vous n'en êtes plus surpris. Ils sont rares ceux qui ont la préparation éloignée à penser comme vous. Et vous avez le droit de demander à ceux qui prennent plaisir à douter toujours de votre bravoure comme de votre patriotisme et de votre loyauté : où étiez-vous quand mon arrière-grand-père s'illustrait dans un combat fameux contre l'Iroquois ; — où étiez-vous en ces jours où il n'était pas prudent d'être trop loyal, quand mon grand-père se battait comme un lion à Châteauguay ; — n'étiez-vous pas par hasard en villégiature quelque part attendant l'issue des combats pour décider de quel côté vous alliez être ?

C'est ainsi que loin de baisser la tête devant des accusations qui n'ont d'autre valeur que d'être fortement criées, le front haut, sachant que l'avenir vous donnera raison,

vous répondez avec calme : Si vous étiez Canadien, vous penseriez autrement.

Les têtes se relèvent davantage quand, vous arrêtant au premier de votre nom à venir sur la terre d'Amérique, vous savez qu'il est parti du beau pays de France, terre chevaleresque par excellence, pays où les cerveaux sont pétris de lumière, les cœurs débordants d'un sang généreux, les langues tellement déliées qu'elles peuvent presque à l'infini exprimer les moindres nuances des idées clairement conçues.

Le Canadien « est né d'une race fière, » a dit le poète du chant national. Ce sera un plaisir de mieux constater, grâce à des recherches personnelles, que toutes les cordes de votre âme doivent donner fièrement le son canadien parce que pas une goutte de sang étranger ne coule dans vos veines.

Un autre avantage des généalogies sera de créer chez nous un peu plus d'union. Je suis à chercher tous les descendants de Mathurin Langevin dit Laeroix qui vint à Montréal en 1653. Au prochain « fricot » de famille je crois qu'il faudra inviter tout Montréal et les environs. Par le temps qui court c'est un gros problème.

Sans exagération, presque toutes les familles canadiennes-françaises d'une même région sont unies par un lien quelconque de parenté. Quand vous avez fait des recherches généalogiques le moindre nom vous dit quelque chose. Et si la table de famille ne peut s'étendre à l'infini, le cœur, lui, ne sent pas le besoin de ces restrictions nécessaires.

Chaque découverte fait mieux constater que nous sommes bien frères, frères d'origine et frères par le sang, frères dont les pères ont dû s'aimer beaucoup parce que ensemble ils ont beaucoup souffert.

La souffrance en commun doit engendrer une inviolable fraternité. Voilà pourquoi vivre avec les ancêtres est bien de nature à nous mieux unir. Et de quelle force serait l'union des idées, l'union des cœurs, l'union politique et économique pour le maintien et la défense de la cause canadienne française !

Vous vient-il à l'idée de vous occuper de généalogie ? Voici quelques conseils qui pourront vous diriger et empêcher les découragements des premiers jours.

D'abord faites ce que j'appellerai le squelette de votre généalogie. Écrivez des noms, procédant du connu à l'inconnu. Mettez là votre nom, celui de votre père et mère, de vos grands-pères et grand'mères, de vos arrière-grands-pères et arrière-grand'mères. Les « vieux » connaissent à peu près tous ces noms. Leur tête oublieuse des faits récents — les choses qui passent n'ont plus de valeur pour ceux qui s'en vont — conserve parfaitement le souvenir du temps passé.

Essayez d'avoir accès au « petit coffre » où sont tous les vieux papiers de famille. Il est chez votre père ou peut-être chez votre oncle. C'est très important de le trouver. Les vieux papiers ne sont pas toujours faciles à lire, cependant avec un peu de bonne volonté et de persévérance on y arrive et ils sont toujours intéressants. Les contrats de mariage, les testaments vous diront des noms que vous cherchez.

Probablement vous arriverez ainsi au dictionnaire généalogique de Mgr Tanguay. Si non, demandez où ont vécu vos grands-parents. Les registres paroissiaux, sur des feuilles jaunies laissant échapper un parfum d'histoire, gardent comme un dépôt sacré le nom des anciens. Avec Tanguay vous remontez sans difficulté jusqu'à la source. Comme il s'y trouve quelques erreurs, c'était inévitable

dans un travail aussi considérable, vous ferez bien de vérifier les noms et les dates.

Vous avez le squelette, il faut le revêtir en faisant vivre dans leur milieu les personnes dont vous avez les noms. Les registres où sont inscrits les baptêmes, les mariages et les sépultures vous disent où ont vécu les ancêtres et même quels furent leurs amis. Les contrats de vente, les testaments, les cessions de biens, trouvés chez vous ou chez le notaire, vous disent à peu près comment ils ont vécu. Consultez les archives municipales et paroissiales, elles vous apprendront quelle fut leur part dans la vie publique. Et je crois que les archives fédérales vous donneraient le nom des vôtres qui ont servi le pays sous les drapeaux, depuis la cession du Canada à l'Angleterre. Quant aux guerres précédentes, seules, je crois, les archives de la marine à Paris gardent le souvenir de ceux de votre famille qui y ont pris part. Et maintenant relisez en pensant aux ancêtres la grande histoire de votre pays. C'est eux qui l'ont faite. Ils furent les acteurs de ce grand drame tantôt joyeux, tantôt triste, mais toujours glorieux qui s'appelle l'histoire du Canada.

Edmond LACROIX, prêtre.

NOTES : 1° M. Edmond Massicotte, gardien des archives municipales au palais de justice de Montréal, connaît bien des choses sur les vieilles familles de Villemarie, et quoique très occupé, il reçoit toujours les chercheurs comme s'il n'avait rien à faire. — 2° M. l'avocat Joseph Drouin, de Montréal, se charge, moyennant rémunération, de faire votre généalogie, si vous n'avez pas le temps ou le goût de faire vous-même les recherches.—E. L.

LA PREMIÈRE CANADIENNE

Le monument élevé à Québec en l'honneur des premiers colons canadiens mérite le vibrant éloge qu'en faisait M. l'abbé Élie Auclair, dans un sermon prononcé à la Basilique, le 3 septembre dernier, jour du dévoilement.

« L'artiste montréalais, M. Laliberté, a dit en substance M. l'abbé Auclair, a été bien inspiré en fixant dans le bronze pour les siècles, tout au haut de son piédestal de si élégante venue, ce moissonneur qui offre à Dieu sa première gerbe dans un geste qui symbolise et résume la vie et l'œuvre de Louis Hébert ». Un peu plus loin, il ajoute : « Les statues de Marie Rollet, femme d'Hébert, de Guillaume Couillard, gendre d'Hébert, ont elles aussi leur expression et leur sens historique ».

Et cela est vrai. Les admirateurs de la statuaire canadienne qui s'approchèrent, au lendemain des fêtes, de l'œuvre de M. Laliberté, purent s'en convaincre. Ses trois créations artistiques sont fortes, belles, véridiques en tout point. Elles sont exquises aussi. Volontiers, l'on s'arrête pour contempler le groupe charmant, placé à la base du monument et qui représente Marie Rollet entourée de ses trois enfants. Au centre, la « dame Hébert » est assise, un livre sur les genoux, la tête légèrement tournée vers Guillemette, sa fille cadette, agenouillée près d'elle et priant.

A gauche, Anne, la sœur aînée, tend à son frère Guillaume une rose épanouie. L'ensemble possède une vie, une grâce, une simplicité véritablement harmonieuses. Cela vous enchante.

Et il semble alors à ceux qui se penchent avec amour sur les textes de nos vieux historiens que la physionomie de Marie Rollet devait dégager cette force sereine et calme; que les traits

réguliers et fermes du visage, que sa noble attitude, reflètent l'idéal intérieur auquel cette femme avait tout sacrifié.

M. Laliberté s'est-il inspiré du naïf et délicieux Sagard, de ce Récollet qui écrivit par ordre, avec une modestie touchante, l'histoire du séjour qu'il fit au Canada? Sagard demeure le biographe par excellence de Marie Rollet. Ses récits nous la font voir dans des circonstances multiples, graves souvent, où sans cesse apparaît son action intelligente et sûre. Aucun des traits essentiels de cette riche nature n'a échappé à l'observation de ce moine perspicace, profondément édifié.

C'est à la foi de Marie Rollet que Sagard rend d'abord témoignage. Et, narrant l'affreuse traversée que subissent nos premiers colons, lors de leur voyage à Québec, en 1617, il rappelle qu'au moment où le naufrage devenait imminent, « tous furent émus de compassion et sensiblement attendris en voyant la femme du sieur Hébert élever ses deux enfants, par les coutils, pour recevoir leur bénédiction qu'un chacun implorait ».

A Québec, un peu plus tard, en signalant son empressement à visiter les malades, le bon frère avoue au sujet d'un huguenot écossais « qui avait fort enchargé la dame Hébert d'amener le Père Paul à son chevet, que Marie Rollet ne veut manquer une œuvre si charitable et qui concerne la conversion et le salut d'une âme égarée et en fait son devoir ».

Et comment oublierait-il, par ailleurs, ce témoin consciencieux durant quelques années de la vie de nos premiers colons, la bonté secourable, la charité ingénieuse de la femme de Louis Hébert? Il en raconte, avec d'abondants détails, les diverses manifestations. Entre autres, les solennelles cérémonies de baptême auxquelles prend part Marie Rollet, « première habitante » du Canada et marraine attitrée, à cette époque, de tous les petits sauvages. Quelles descriptions pittoresques nous fait Sagard des plantureux repas servis en ces occasions par

la bonne matrone ! Vraiment nous le respirons ce fumet excellent qui s'échappe de « la grande chaudière à brasserie de la dame Hébert ».

Avec une délicatesse charmante le moine historien rappelle, à l'occasion, la charité de Marie Rollet envers les Récollets. En 1629 la famine éclate à Québec. Les fils de saint François, par leur héroïsme à secourir leur prochain, s'exposent tout bonnement à mourir de faim. Marie Rollet intervient. Elle réussit à remplir deux barils de pois qu'elle envoie aux religieux. « Sans a dame Hébert, s'écrie Sagard, les Récollets se rendaient tout à fait misérables et pour mourir de faim ».

Sous la plume du bon frère, les qualités morales de Marie Rollet rayonnent. Et M. Laliberté à son tour a su les traduire avec une puissante fidélité dans le bronze.

L'existence de la première Canadienne déborde de leçons et d'exemples. Dans quels sentiers, au Canada, Marie Rollet n'a-t-elle pas pénétré avant toute autre ? Elle demeure, nous le savons, la première institutrice de chez nous. Elle prélude à cet enseignement féminin que devaient illustrer par la suite tant d'âmes grandes, nobles et saintes.

Elle a donné enfin, la première, ne l'oublions jamais, la preuve suprême d'un profond attachement au sol canadien. Ce fut un geste précurseur d'action française. Car qui donc, de 1629 à 1632, alors que le drapeau de la France ne flottait plus sur le fort de Québec, gardait fièrement, jalousement, sous son toit, le ourd et riche dépôt de la civilisation française et catholique en Amérique ? Marie Rollet.

Et n'est-ce pas, ainsi que nous le dirions aujourd'hui, en notre langage moderne, elle avait su « tenir » et « tenir jusqu'au bout », Marie Rollet, la première Canadienne ?

Marie-Claire DAVELUY.

À TRAVERS LA VIE COURANTE

La légende du patois canadien

Malgré les coups qu'elle reçoit de divers côtés, tels les témoignages explicites de Français distingués, la légende du patois canadien-français ne meurt pas. Elle est entrée dans le cerveau d'un grand nombre de nos concitoyens anglais. Elle n'en sortira pas facilement. Qui a donné naissance à ce mensonge? Entre différentes causes indiquées récemment, il en est deux qui semblent avoir contribué puissamment à le créer: le livre du docteur Drummond, *The Habitant*, où l'auteur met à tort dans la bouche de nôtres un langage qui est un mélange incohérent d'anglais et de français, et les déclarations fausses de quelques professeurs des Etats-Unis, d'origine française, désireux d'évincer dans la lutte pour la vie tout un groupe de concurrents.

*Circulaires
regrettables* Avouons aussi que quelques-uns parmi nous ont pu se rendre coupables de certaines négligences ou maladroitures regrettables: ainsi ces circulaires des Chevaliers de Colomb canadiens, rédigées en un français pitoyable et portant les noms de deux Anglais et d'un Canadien français. Elles ont été désavouées par ce dernier. Mais plus d'un qui les lira, maintenant que le vent de la publicité les a emportées de différents côtés, ne connaîtra pas ce désaveu: tel Français de France, tel Anglais cultivé. Ils en attribueront la rédaction au signataire canadien-français et concluront à l'existence, chez nous, d'un patois.

Que faire pour tuer cette légende? Évidemment, avant tout, parler et écrire notre langue le mieux possible, ne négliger aucun détail, nous imposer pour cela une discipline sévère. Mais ce n'est pas encore suffisant. Des interventions énergiques s'imposent de temps en temps. Nous voulons en signaler une qui vient de donner d'excellents résultats.

*Un article
du "Collier"* En janvier 1918, un avocat au barreau de Montréal, M. J.-A.-E. Dion, s'abonnait à la grande revue de New-York, le *Collier*. Il posa cependant à l'agent une condition expresse, que l'administration accepta: la revue ne publierait « aucun article libelleux, faux et injuste pour les Canadiens français, et contenant des faussetés à leur égard. »

Or, le 13 avril 1918, dans un article intitulé *Conscription in Canada*, le *Collier* parlait du patois des habitants canadiens-français. M. Dion s'empressa de protester. Il cita l'opinion de Labori et de quelques autres, puis exigea une rétractation. Elle lui fut refusée après de vagues explications de l'auteur même de l'article, un M. Meltzer, ancien critique théâtral, à Paris, du *New York Herald*. M. Dion se décida alors à poursuivre.

Devant les tribunaux

Se disant blessé et humilié lui-même, comme membre d'une famille d'habitants, par le jugement qu'avait porté le *Collier*, et se basant sur les termes de son contrat, il demande aux tribunaux que la revue soit condamnée à lui rembourser le prix de son abonnement, à se rétracter au sujet du langage des Canadiens français, à publier enfin, dans un délai d'un mois, le jugement qui sera rendu; à défaut de quoi elle devra payer la somme de \$100.00.

Cette poursuite fut déposée à la Cour supérieure de Montréal, le 12 août dernier. Or, il y a quelques jours, l'avocat de la défenderesse est venu offrir au demandeur de régler la chose. La revue reconnaît maintenant son erreur et est prête à publier l'article que voudra bien lui envoyer M. Dion sur le vrai parler des Canadiens français. Victoire par conséquent complète et qu'il faut mettre au crédit des méthodes énergiques.

Règlements du Barreau

Cet incident nous a amenés au Palais. Profitons-en pour admirer ensemble la dernière édition d'une brochure intitulée: *Loi organique et Règlements du Barreau de la Province de Québec*. Si les éditeurs n'ont pu modifier le texte de la loi, ils ont donné au moins une rédaction plus française aux règlements. Ceux-ci, outre la pureté du style, caractérisée ici principalement par la propriété des termes, possèdent en certaines parties une élégance plutôt rare dans ces matières. Il convient de féliciter publiquement les auteurs de cette transformation.

Une intervention du procureur général

Puisque nous sommes en frais de distribuer des louanges aux disciples de Thémis, eh bien! allons jusqu'au bout, je veux dire jusqu'à la tête, et offrons-en une gerbe au procureur général de cette province, le premier ministre même de Québec, sir Lomer Gouin.

Bien que *l'Association du Barreau canadien* compte plusieurs membres de notre nationalité, bien que quelques-uns de ceux-ci eussent déjà parlé à la convention qu'elle tenait à Montréal, au commencement de ce mois, on en était rendu au deuxième jour et aucune parole française ne s'était encore fait entendre, pas même celle du délégué de la France qui avait cru devoir lire son mémoire en anglais. Invité à dire quelques mots, sir Lomer n'hésite pas à s'exprimer en français; et—voyez le secret enchaînement des choses—comme s'il eût trouvé aussitôt dans cet acte sa récompense, comme si de parler sa langue, en cette circonstance, lui eût communiqué une vertu particulière, les paroles qui tombèrent de sa bouche furent une ferme revendication de nos lois civiles et municipales. Ainsi les actes fiers s'engendrent les uns les autres. Il n'est que de poser le premier.

Autre légende Ce n'est pas assurément du patois que le représentant du barreau parisien entendit ce jour-là. Le langage de notre premier ministre sonne sans doute le bon français, le français tel que le parlent en France les gens instruits? Eh bien! si stupéfiant que cela semble, il paraît que non, car il paraît que le langage des Canadiens français cultivés, bien qu'il n'ait rien du patois, n'est pas cependant moderne: il retarde, il est comme figé dans le dix-septième siècle!... Qui dit cela? Différents publicistes dont un, tout récemment, journaliste au *Gaulois*. Lisons ces lignes citées par le *Nationaliste* du 25 août dernier: « C'était un charme d'entendre ce Canadien, d'origine française, (M. Fernand Rinfret) parler la langue de ses ancêtres avec le plus pur accent tourangeau et dans ce style adorable du XVIIème siècle, qui s'est conservé là-bas, comme un reflet de notre épopée coloniale. »

Vous entendez bien—et ce n'est pas la première fois qu'on l'écrit— nous parlons le « style adorable du XVIIème siècle »! La bonne intention y est, je veux bien le croire, mais la vérité? Que dans nos campagnes quelques vieilles expressions, quelques prononciations et tournures de phrases désuètes se soient conservées, soit — et c'est ce qui a permis à Tardivel lui-même d'écrire, tout en avouant qu'il y avait là une figure de rhétorique: « Nos cultivateurs, nos braves habitants parlent comme parlait Louis XIV »; — mais que le langage des Canadiens français cultivés diffère de celui des Français, comme le style du XVIIème siècle diffère de celui d'aujourd'hui, cela me semble une légende de la plus belle eau, moins pernicieuse peut-être que d'autres, mais nocive quand même.

Le style de nos écrivains

Prenons, par exemple, les principaux collaborateurs de l'*Action française*—la pléiade en est assez brillante pour qu'on puisse y trouver les vrais représentants de notre littérature—comment affirmer que les articles de Mgr Gauthier et de Mgr Pâquet, d'Édouard Montpetit, d'Antonio Perrault, d'Omer Héroux, de l'abbé Groulx, des PP. Lalande et Lamarche, ne sont pas d'un français moderne, du style dont se servent les bons écrivains d'aujourd'hui? Qu'on en extraie quelques passages où le sujet traité ne révèle pas la nationalité de leurs auteurs, et je défie n'importe quel Français de dire: c'est du canadien, ou encore: c'est écrit dans le style du XVIIème siècle. Me permettra-t-on d'en appeler à ma propre expérience? J'ai eu naguère l'occasion de parler en France, presque chaque jour, durant un mois, devant des auditoires nombreux, et jusqu'au moment où quelqu'un révéla que j'étais Canadien, aucun de mes auditeurs ne le soupçonna, aucun, j'en suis sûr, ne songea au style du XVIIème siècle: J'étais autant du XXème que l'aimable Breton qui m'accompagnait.

Je ne nierai pas qu'il y ait quelque différence entre notre parler et celui des Français de France, des Français de Paris en particulier, mais cette différence ne se trouve pas tant dans la tournure de la phrase et les expressions employées—sauf pour les anglicismes qui ne font pas partie cependant du « style adorable du XVIIème siècle »—que dans notre prononciation empâtée, dans notre articulation molle et confuse.

Comment nous progressons

Si je proteste contre cette seconde légende, c'est d'abord par amour de la vérité, ensuite parce que quelques esprits forts semblent trop heureux de la propager. Elle va si bien dans le tableau qu'ils se plaisent à tracer de notre race. Parce que nous sommes restés fidèles à nos traditions, à celles qui ont fait notre peuple et lui gardent ses qualités ethniques, on nous accuse de rester figés dans le passé, de piétiner sur place, d'être des arriérés. Nous le sommes moins, en vérité, que ceux qui ont avancé en sortant de la voie traditionnelle, en reniant la foi et les mœurs de leurs ancêtres... Ce n'est pas avancer, cela; c'est rebrousser chemin, c'est reculer.

Notre langue—chose vivante—a évolué ici comme elle a évolué en France. Elle n'a pas adopté, il est vrai, tous les néologismes des dernières années, elle a peut-être aussi conservé certaines expressions qui tendent à disparaître, mais elle s'est enrichie quand même des pré-

cieux apports de la littérature du XIXème siècle, elle a profité des travaux de ses écrivains, elle s'est faite plus colorée, plus vive, plus prenante. Que cette nouvelle légende disparaisse donc au plus tôt avec celle du patois canadien! Elle ne mérite pas un meilleur accueil.

Pierre HOMIER.

TRIBUNE DE NOS LECTEURS

PAROLES D'ESPOIR

L'heure est singulièrement troublante. La crise économique se complique de la crise sociale imminente. Mille problèmes se posent, ardues et complexes, et les solutions qui s'en viennent vont heurter les traditions les plus anciennes du pays.

Pour nous, Canadiens français, la situation s'aggrave encore d'attaques incessantes contre notre race, notre nationalité, nos aspirations les plus légitimes, nos droits les plus clairs.

Faut-il pour cela nous décourager? Aurons-nous la force de rester debout dans la mâle beauté de ceux qui luttent? C'est tout le problème de notre survivance au Canada. Quoi qu'en pensent certains pessimistes trembleurs, un attentif examen de nos perspectives d'avenir nous permet d'avoir confiance. La lutte, sans doute, va durer; elle menace de s'éterniser. Il faut en prendre son parti et mettre au rancart le clairon faux-ententiste. Il n'y a qu'une attitude possible: la défense. Ayons le geste fier. La partie, loin d'être perdue, est encore belle; nous avons de magnifiques atouts: une jeunesse organisée qui a le sens des devoirs de l'heure; une nouvelle école de maîtres grandis dans le culte de l'action; une élite en formation d'industriels et de commerçants soucieux d'assurer à l'élément français son rang dans le domaine économique. Descendons en nous-mêmes; nous y retrouverons les énergies libératrices...

* * *

On a beaucoup parlé des jeunes, depuis quelque temps. On a salué chez eux l'éveil de la pensée à une vie plus haute, plus agissante. Plusieurs ont suivi avec émotion « la montée laborieuse de ces âmes

d'adolescents vers une humanité agrandie. » Longtemps, il fut à la mode de se contenter d'un catholicisme vague, catholicisme de contrebande, sans action sur la vie, sans répercussion dans les actes — catholicisme à contractions et à dilatations. Il faut aux jeunes d'aujourd'hui un catholicisme qui prenne l'homme tout entier et qui soit, en même temps qu'une règle pour la vie et une discipline pour l'intelligence, une loi personnelle et sociale. Plus de dédoublement de l'individu en deux êtres qui s'opposent, se heurtent, se gênent mutuellement. Soucieux avant tout de logique et d'unité, la jeunesse entend être pleinement tout ce qu'elle est. Elle répugne aux demi-mesures. Catholique, elle travaille à l'être franchement et simplement. Elle prie, elle communie. Elle a conscience qu'une vie spirituelle intense est la meilleure cuirasse contre le matérialisme ambiant. Elle comprend comme les ascensions sont rudes qui mènent sur les sommets : elle met dans sa vie la force et la lumière de son Dieu.

En même temps qu'elle s'attache à vivre son catholicisme, la jeunesse devient plus canadienne et plus française, plus canadienne d'aspirations, plus française de culture. Oh ! ce n'est pas qu'elle prétende au monopole du patriotisme, mais elle a une façon plus large, plus indépendante de concevoir la vie nationale. Elle s'habitue à des horizons moins terre-à-terre, où la politique des partis fait place à un sens social plus averti. Qui pourrait lui en vouloir de ne plus ajouter foi aux recettes brevetées des politiciens ? M. Paul Bourget a tracé, jadis, le portrait du jeune arriviste — celui que Daudet appelait le *struggle-for-lifer* — « qui a emprunté à la philosophie évolutive moderne la grande loi de la concurrence vitale et qui l'applique à l'œuvre de sa fortune avec une ardeur de positivisme qui en fait un barbare civilisé. » A vingt ans, il a fait « le décompte de la vie » et n'a de religion que celle du succès. L'arrivisme est né de la vie moderne ; il en est la grande plaie. Chez nous, c'est lui qui a créé l'emprise des partis sur la jeunesse, lui qui leur a recruté d'aveugles adeptes. Qui pourrait dire le mal qu'il nous a fait ? Que de carrières manquées, de talents atrophiés, de caractères ankylosés et déflorés ! La jeunesse a-t-elle démasqué l'écueil où elle allait s'échouer ? Il se dessine, en effet, une réaction.

L'obsession est finie pour elle de ces programmes politiques à base de stériles querelles et de routine, impuissants à satisfaire son besoin de clarté et son goût d'une activité constructive.

Pour le répéter après bien d'autres, il s'agit d'un réveil de la jeunesse, d'une rénovation intellectuelle et morale ; et l'originalité de ce

renouveau, c'est qu'il est le résultat d'une organisation, d'un groupement. L'union est le facteur essentiel de la durée et de la puissance. L'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française, autour d'un même idéal de supériorité, par la concentration de tant d'aspirations éparses çà et là, en a assuré la parfaite éclosion. Elle a institué un foyer de patriotisme et de vie catholique intense; elle a créé un centre de formation intellectuelle et morale de premier ordre. Elle est aujourd'hui un organisme à la vie riche, drue, abondante, capable d'une action durable et profonde. Avec son caractère nettement catholique et canadien, avec son programme de piété, d'étude et d'action; avec ses cercles robustes, ses cadres si souples et pourtant si solides, l'A.C.J.C. voit son influence reconnue, peu à peu, d'un océan à l'autre, et le jour n'est peut-être pas loin où elle apparaîtra comme une des forces libératrices de l'avenir. Et c'est, dans nos heures d'inquiétude, une grande paix et une grande espérance.

* * *

Les maîtres de l'heure ! la jeune école ! Ceux qui incarnent la pensée de la race et l'expriment en formules si fortement évocatrices de mouvement et de progrès ! De parler d'avenir m'a fait songer à eux. C'est qu'ils y travaillent pieusement, eux, à l'édifice futur. Jeunes encore, pour la plupart, ils savent que la vie est une marche en avant, une continuelle évolution des individus et des peuples vers du meilleur; et que tout être est atteint dans son intégrité qui ralentit sa course et s'enlise dans le passé. C'est la grande loi de l'humanité qu'elle est un éternel devenir. C'est la règle des nations qu'elles n'ont de force que par une lente progression vers un idéal de grandeur et de beauté. Et nos jeunes maîtres ont jeté ce mot d'ordre : « En avant ! » L'heure n'est plus de croire que nos destinées s'accompliront d'elles-mêmes par une sorte de fatalisme historique. Concevoir l'avenir comme une chose qui se consommera toute seule, comme le résultat nécessaire des institutions et des idées, c'est faire en sorte que l'avenir ne contienne rien de ce que nous y cherchons. Les seules promesses fécondes sont des promesses déterminées par un idéal. Il ne suffit pas de laisser courir sa pensée vers l'avenir, ni seulement de conserver et d'imiter le passé. Il faut « se mettre à l'œuvre avec un esprit net, une vue claire, hardiment et laborieusement. » Il ne faut plus regarder notre avenir comme le terme d'une évolution nécessaire, d'un déterminisme fatal, mais

comme la réalisation d'un dessein élaboré par l'histoire, servi par toutes les énergies de la race. C'est la pensée de l'écrivain américain, H. Croly : « le futur n'existe que comme l'atelier dans lequel un dessein doit se réaliser. »

S'il est vrai, comme le voulait Faguet, qu'il n'y ait que des idées « port d'attache » et nullement « d'idées maîtresses » ou « souveraines », l'idée port d'attache de la nouvelle école, — celle d'où elle part toujours et où elle revient sans cesse, sur laquelle elle insiste avec plus de force, — c'est l'idée d'une action concertée qui s'impose à tous comme un devoir national, d'une action une, méthodique, persévérante, profonde. Il n'y a de vie que dans l'action, de puissance que dans l'exécution d'un dessein lumineusement conçu. Qu'elle nous vienne de l'histoire dans une maîtresse page de M. l'abbé Groulx, de la littérature dans une fine dissertation de M. l'abbé Chartier; qu'elle nous arrive d'un domaine moins connu — celui des sciences économiques — dans une conférence superbe de tenue de M. Édouard Montpetit; ou qu'elle nous arrive encore d'un appel au devoir social de M. Antonio Perrault, d'une critique des programmes politiques par M. Paul-Émile Lamarche, ou d'un essai d'orientation des jeunes catholiques par M. Guy Vanier, c'est toujours la même leçon d'énergie, la même invite à l'action ordonnée dans la force et la beauté. Chacun de nous doit collaborer à l'œuvre commune; cette collaboration est d'urgence nationale. Voilà cet enseignement auquel, il faut le reconnaître, on nous avait jusqu'ici trop peu habitués. Que si on veut dégager les idées directrices fondamentales, on peut les résumer en deux mots qui sont l'expression des besoins immédiats de la race: formation d'un noyau intellectuel puissant tourné à l'action et à la direction; création d'une solide armature économique. Pour cela deux facteurs: l'étude et le temps; l'étude, qui produira les compétences, le temps, qui assurera la stabilité de l'édifice économique.

* * *

La conquête économique, voilà bien l'idée en marche, la réalité de demain; et cette conquête, c'est à l'enseignement professionnel qu'il revient de l'accomplir en créant des compétences : « une élite du travail et de la pensée. » L'enseignement professionnel existe, mais on ne paraît pas avoir compris l'importance primordiale de sa fonction. Nous avons des écoles professionnelles nombreuses: écoles techniques, instituts agricoles, école Polytechnique, école des Hautes Études com-

merciales, école forestière. Elles sont malheureusement encore trop peu fréquentées. Une réforme s'opère cependant à laquelle la pensée si agissante de la jeune école n'est pas étrangère. Le mouvement est commencé; espérons qu'il ira s'accroissant. Déjà, malgré des préjugés fortement enracinés, quelques-uns se destinent aux carrières industrielles et commerciales et il faut reconnaître que la création de l'École des Hautes Études n'a pas peu contribué à l'orientation de leurs activités. L'enseignement supérieur commercial répond à un besoin: il ne peut que donner plus de sens social et plus d'énergie à la finance canadienne-française. Ce qui nous a le plus manqué jusqu'ici, ce sont les idées générales, les vues d'ensemble; et, certes, notre monde commercial en a souffert. Il faut, sans doute, au négociant, de l'initiative, de l'esprit de suite, de la persévérance, de la perspicacité; mais il lui faut aussi de l'instruction, des connaissances étendues sans lesquelles il est comme paralysé, diminué dans son rendement, impuissant en présence des complications de la concurrence universelle. Avec la comptabilité, l'organisation et la direction des entreprises modernes, le rouage des institutions financières, il doit connaître le mécanisme de l'échange, le jeu de l'offre et de la demande et sa répercussion sur tous les marchés. Il lui faut des idées, des horizons; il ne doit pas rester indifférent aux considérations d'ordre général ni se cantonner dans son industrie, sans se préoccuper des problèmes économiques, sociaux et nationaux qui s'agitent autour de lui. L'École des Hautes Études, avec son enseignement varié et étendu, permet au jeune industriel de demain de prendre contact avec les réalités économiques modernes et d'acquiescer non-seulement une connaissance raisonnée des marchés internationaux mais encore l'art de l'entreprise, art qui ne consiste qu'en beaucoup d'audace précédée de beaucoup de réflexion. On conçoit dès lors la valeur de chaque unité formée par un tel enseignement. Qu'on se représente la puissance de conception et d'exécution d'un groupe d'esprits avertis, exactement adaptés aux tâches qu'on leur confie, formés à l'école de la théorie et de la pratique, munis, par conséquent, d'une double paire d'ailes; et qu'on dise s'il n'y a pas là un magnifique instrument de conquête économique. C'est par la finance que se fait aujourd'hui l'asservissement des peuples; c'est par l'indépendance économique qu'ils assurent leur liberté et leur survivance. Ne l'oublions pas. Aujourd'hui, sans doute, c'est un arrêt dans l'exécution de notre programme; c'est une paralysie de nos forces. Mais nul des conscrits

d'hier ou de demain ne prétend renoncer à l'avenir. En dépit de tout, nous conservons nos rêves et nos idéals. En partant pour l'autre ligne de feu nous n'aurons qu'un mot : « A demain ! »

François VÉZINA,

étudiant à l'École des Hautes Études commerciales.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ACTION FRANÇAISE

La Bibliothèque de l'Action française s'enrichira d'ici quelques jours d'une nouvelle brochure du plus vif intérêt : la *Veillée des berceaux* de M. Edouard Montpetit. C'est une étude de tout premier ordre sur une question d'extrême importance : la conservation de nos effectifs humains. Tout le monde voudra lire et propager cette nouvelle brochure (de quarante pages), qui se vendra comme les précédentes 10 sous l'exemplaire, \$1 la douzaine, \$8 le cent, \$70 le mille, frais de port en plus.

On réimprimera aussi d'ici quelques jours les *Refrains de chez nous*, dont les cinq premiers mille ont été si rapidement enlevés. Près de deux mille autres sont déjà commandés.

La Bibliothèque de l'Action française comprend maintenant la *Fierté* du R. P. Louis Lalande, *Pour l'Action française* de M. l'abbé Groulx, les *Refrains de chez nous* et la *Veillée des berceaux*. Tous ces ouvrages se vendent le même prix. On peut les mêler dans les commandes et bénéficier des mêmes réductions que si l'on n'en commandait qu'un.

LA VALEUR ÉCONOMIQUE DU FRANÇAIS

L'un de nos amis prépare actuellement une étude sur la valeur économique du français. Comme il importe que la thèse couvre le plus de terrain possible, nous serions reconnaissants à ceux de nos lecteurs qui possèdent des données sur le sujet de bien vouloir nous les communiquer.

JOURNAUX, LIVRES ET REVUES

« CHEZ NOS GENS »

Il est moins aisé que l'on pense de faire parler dans un livre chose et gens du pays. La documentation est à portée sans doute; et malgré ce brusque écart entre deux stades de civilisation, il reste encore assez de vestiges de l'ancien temps, pour qu'un littérateur puisse voir avant de décrire. Mais il s'agit d'opérer une sélection parmi les ternes éléments dont se compose la vie d'autrefois et de bien distinguer la matière d'art de ce qui appartient proprement au domaine historique. Il s'agit surtout de peindre l'habitant au naturel sans risquer de le faire déprécier par l'étranger ou le citadin. Pour cela il faut laisser aux ancêtres leur langage, en évitant de leur prêter — ce n'étaient pas des *emprunteux* ! — ces interminables phrases, construites à dessein pour servir de rendez-vous à une foule d'expressions authentiques, mais non certes échappées du même jet. Un solide réalisme, l'observation sans mélange suffisent à poivrer le récit ou à *faire sonner le discours*, comme disait un vieux de la vieille, soucieux de justifier à confesse un éclatant répertoire de jurons.

L'amour invétéré du sol et des fils du sol, l'ample information philologique, le sens de la discrétion littéraire, autant de qualités de fond qui devaient préserver M. Rivard des faciles maladresses, et l'aider à jalonner, d'ensemble avec M. l'abbé Camille Roy, la route à de futurs et nombreux imitateurs. On a relevé, dans son *Chez nous* préalable, une pièce d'un goût moins attentif : le nerveux esthète qui m'en fit part lira son dernier volume : *Chez nos gens*, sans autre tressaillement que celui qu'on éprouve au rappel des souvenirs communs à toute une race.

Oui, à toute une race : qui donc, parmi les Canadiens français, serait privé de parentés ou d'affinités terriennes au point de n'avoir jamais reçu d'invitation à la campagne, durant les *foins*, les récoltes, les *épluchettes* ou les *sucres* ? Aussi « l'oncle Jean » de l'auteur, celui qui serre « les vieux instruments » et nargue « l'abonné » aux croix du chemin, c'est un peu l'oncle Jean de tout le monde, celui qui nous contait des contes après une journée docile ou nous faisait la leçon après une série d'escapades. « Le travail », qu'il nous décrit à la fin de façon

si touchante et qui lui sert à nouer sa gerbe comme un bouquet jeté en adieu, c'est le labeur vénéré qui nous a permis à tous de naître et de grandir, pour devenir ce que nous sommes.

Tous ses compatriotes qui savent ouvrir un livre seront reconnaissants au distingué secrétaire de la *Société du Parler français* de venir ainsi, de temps à autre, agiter cette cendre féconde au fond de leur cœur, et formeront des vœux pour que l'adieu dont je parle soit un simple au revoir.

M.-A. L.

DEUX TÉMOIGNAGES

Dans un discours prononcé au moment de son départ du Canada, le consul-général de France, M. C.-E. Bonin, a dit les paroles suivantes (voir le *Canada* du 23 septembre 1918) :

« Quand je repasse par la pensée le tableau de ces sept années passées au milieu de vous, les résultats qui ont pu être acquis grâce à vous, toutes les preuves de survivance française que j'ai pu constater ici, l'accroissement prodigieux de votre population, le maintien extraordinaire de votre langue et l'avenir réservé à votre pensée, je comprends comment le petit grain de senevé planté ici par la main de la France est, selon la prophétie de la première heure, devenu l'arbre merveilleux qui vous abrite aujourd'hui et que nous admirons tous; ce n'est pas en vain que pendant des siècles les Français sont venus découvrir, défricher, coloniser ce pays, qu'ils y ont espéré, travaillé et lutté; ce n'est pas en vain que nos grands hommes qui sont aussi les vôtres, les Cartier, les Champlain et leurs successeurs ont conduit jusqu'ici leurs vaisseaux, leurs soldats, leurs missionnaires et surtout leurs colons vers cette terre de la Nouvelle-France, que leurs descendants y ont accompli l'œuvre extraordinaire dont vous êtes les héritiers et les dignes continuateurs et grâce à laquelle leur esprit comme leur langue continue à vivre en vous — et par tout. »

Dans une conférence faite à Paris, M. Eugène Duthoit, professeur à l'Institut catholique de Lille, l'un de nos visiteurs de l'hiver dernier, a traité des choses de notre pays. Nous extrayons de l'*Écho du Saint-Maurice*, numéro du 5 septembre 1918, ce passage détaché, dit l'*Écho*, du résumé de la conférence publié dans le *Bulletin de guerre des Facultés catholiques de Lille* :

« Les Canadiens ont au plus haut degré le culte de leur langue. On parle un français très pur même dans les campagnes. Les paysans s'in-

téressent à notre littérature même la plus moderne. Dans une ferme, la bibliothèque destinée aux jeunes filles renferme plusieurs ouvrages de M. René Bazin. On ne parle qu'avec respect de « Sa Majesté la langue française. » Dans la province de Québec, elle est vraiment reine, mais reine très douce, très accueillante, qui laisse grande liberté à la minorité de langue anglaise. Pourquoi faut-il qu'ailleurs elle doive tant lutter pour garder sa place au soleil ? Elle ne demande après tout, là où elle est la plus faible, que d'être traitée avec les égards dont elle use elle-même quand elle est la plus forte. »

LES AVERTISSEMENTS

M. Donatien Frémont écrit dans le *Patriote de l'Ouest*, livraison du 18 septembre 1918, sous le titre *Le « Star » veut la suppression du « Patriote »* :

« Ceci n'est pas une plaisanterie. Dans son numéro de lundi dernier, le *Star* de Saskatoon, écrit en page éditoriale, sous le titre : *Eliminating the Foreign Language Press* :

« La Saskatchewan, qui a une population considérable d'origine étrangère, — plus considérable, croyons-nous, qu'aucune autre province du pays — n'a plus aujourd'hui que deux journaux — tous les deux hebdomadaires — publiés dans une langue autre que l'anglais. L'un est une publication canadienne-française; l'autre est un journal ruthène, dont l'influence ne dépasse guère son propre district. Le seul grand journal de langue allemande, publié à Régina, a été transformé en un hebdomadaire de langue anglaise.

« La disparition du journal allemand est un événement qui ne devrait pas passer sans commentaire. Il n'y a pas de place au Canada pour des publications en langue étrangère et il n'en est pas besoin. Plus tôt elles seront complètement supprimées, mieux ce sera pour le pays. Québec a naturellement droit à ses journaux en canadien-français (*sic*), mais il est regrettable que même des journaux de cette langue soient publiés en dehors de cette province. »

« Après avoir exprimé ce regret tout au moins singulier, on ajoute candidement : « Le *Star* n'est pas intolérant à l'égard des langues autres que l'anglais dans les provinces hors du Québec. » Qu'est-ce que ce serait, alors, s'il était intolérant ?.. »

PARTIE DOCUMENTAIRE

THE GAELIC LANGUAGE AND THE ENGLISH EDUCATION BILL

(*Du Casket, numéro du 15 août 1918*)

For the purpose of considering the new Education Bill from the point of view of advocates of Gaelic bi-lingual education in Scotland, an important meeting was held in the Holborn Restaurant, London, England, about the middle of July. The Gaelic Society of London was host to an important delegation representing the educational voice of Scotland, concerned in the matter of the new Education Bill.

The Right Hon. Ian MacPherson, M. P., Chief of the Gaelic Society, was in the Chair, and the croupiers were Mr. Roderick McLeod and Mr William Grant, President and ex-president of that Society. The Chairman proposed the toast « Tir na Beann ». His speech was received with ringing cheers as he emphasized the characteristics of the homeland of Scotland, and the yet greater characteristics of its people, its atmosphere of freedom allied with the feeling of liberty that life in mountain and glen engendered. He said that these qualities impelled the race to find expression in a tongue peculiarly fitted to suit the country. Their language, he said, was not a composite language; rather one of native purity of speech, clear, direct and expressive. He said that, though he was acquainted with several languages, he knew of none that gave him the satisfaction Gaelic supplied; and the reason was simple: It was his mother tongue; and in the course of a busy life he had never found it a hindrance; on the contrary he had frequently derived from it the utmost possible benefit.

The most dramatic part of Mr. MacPherson's great oration was when he came to the objectionable clause in the Bill, which, he said, would, if passed, perpetrate such an injustice that he intended to ask the Prime Minister to allow him to speak against a Government measure which failed to recognize the elementary principle of teaching a child in its own language.

Rev. Dr McLennan of Edinburg said there never was a time when children were so precious as now, and Highland children particularly so. No one dared say that the northwest portion of Scotland is a spoilt child of the state. Indeed it was common knowledge that there was no part of the country whose well-being had been so neglected. And yet, man for man, who surpassed, aye, who equaled, the Celt in service to Fatherland, for home?

He said that a footing on the land, a hut by the sea, were all indeed that many of their gallant Highlanders could claim of a country they were foremost in safeguarding. Their reward should be of the best, and it surely behooved all who cherished the highest good of the homeland to see to it that one of the richest attributes of a patriotic people should ever be fostered.

Dr. McLennan declared that Gaelic was not dying, nor was it a negligible factor. A recent statistical investigation had revealed that on the West coast of Scotland, 73 per cent of the children attending school spoke Gaelic. And yet, he said, while instruction in the mother tongue is rightly regarded as the basis of all educational training, the fact is completely ignored as far as the Gaelic-speaking areas are concerned. He called attention to the fact that it is not so in other portions of the Empire. He referred to South Africa and to the fact that the Dutch children are taught to read and write their own language, and that it is the same with the French-Canadians; and that Welsh and Irish children have similar facilities; in Ireland there being a grant of £14,000 for the purpose.

The payment made to the Highlanders of Scotland, he said, is official neglect and indifference, and this at a time when no part of the King's Dominion had given so freely or spontaneously of its manhood. He contended that the principle should be accepted that Gaelic-speaking children should by right have instruction provided for them in their own language. He said he did not underrate the importance of a good English education; but experience proved that the teaching of Gaelic, so far from hindering the acquisition of English, materially aided it; and he doubted not that their children leaving school as bilingualists with mental and intellectual training highly developed would enter upon life with priceless assets.

Mr. Malcolm Macleod, whose letter to the *Glasgow Herald* on Gaelic-English bi-lingual education, was recently quoted in *The Casket*, spoke next; (responding to the toast of *Au Comum Gaidhealach*, pro-

posed in Gaelic and English by the President), and said that those who support this movement do not demand that Gaelic be compulsorily taught to all children attending schools in the Highlands. They placed their right on more democratic principles; they urged their plea on justice and equity; they pressed their claim on national and patriotic grounds. Their demand is that each and every Gaelic-speaking child should be taught to read and write its own language; and that instruction in Gaelic should be available for all others who desire it. Others who spoke in support of the movement were Sir Alpheus Morton, M. P., Mr R. L. Harmsworth, M. P.; and Rev. Dr Smith.

The complaint against the Educational (Scotland) Bill, recently introduced in the House, is, that, whilst it is in many respects an improvement on the Act of 1872 it does not propose that the Local authorities in Highland Counties shall make the teaching of Gaelic an essential part of the curriculum in the schools.

« These views », says the *Northern Chronicle*, « are held strongly by many leaders in church and state, in profession and trade; and representations are now being made in several quarters in order that a mischievous proposal may be amended. »

NOTRE ALMANACH

Nous achevons la préparation de notre Almanach de 1919. Avis aux propagandistes. On trouvera dans les précédentes livraisons de la revue toutes les indications nécessaires sur les prix de vente, les réductions par quantités, etc.

RENOUVELLEMENTS

Nous prions ceux de nos abonnés qui n'ont pas encore opéré le renouvellement de leur abonnement de vouloir bien le faire au plus tôt. Ils pourraient même, pour s'épargner de nouveaux frais, glisser dans leur enveloppe le prix de leur abonnement de 1919.

La revue a bonne envie de vivre.